

Casablanca, le 13 mars 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE MAROC CONJONCTURE N° 376

Spécial « L'agriculture marocaine : Défis et mesures de valorisation »

Le Centre Marocain de Conjoncture est ravi de vous informer de la sortie de son tout dernier numéro mensuel, « **Maroc Conjoncture** » n° 376. Ce numéro spécial se penche sur l'agriculture marocaine : Défis et mesures de valorisation. Voici un aperçu des principaux axes abordés :

Nouvelle Politique Commerciale Américaine : Guerres tarifaires : Quelles incidences sur l'économie mondiale ?

La réélection de Donald Trump à la tête des Etats-Unis s'est accompagnée d'un élan protectionniste sans précédent. Des tarifs douaniers sont instaurées ou augmentés et de partout fusent les déclarations de riposte par d'autres mesures tarifaires. Avec ses tarifs, l'objectif est de réduire le déficit commercial du pays, répondre aux tarifs imposés aux exportations américaines et forcer les entreprises étrangères à s'établir aux Etats-Unis. La nouvelle politique américaine protectionniste devrait augmenter l'inflation aux Etats-Unis, modifier les flux commerciaux et globalement réduire la production dans le reste du monde.

La règle de réciprocité des tarifs douaniers devrait porter préjudice aux exportations des PED. Pour le Maroc, alors que les premiers signaux en direction du pays sont positifs, la nouvelle politique présente des enjeux contradictoires quand on s'intéresse à l'incidence sur le commerce et sur l'investissement.

Agriculture Marocaine Face aux Impératifs du Futur : Vers un nouveau paradigme de production agricole durable

L'agriculture Marocaine est à un tournant décisif, où les impératifs de durabilité rencontrent des défis climatiques d'une ampleur sans précédent. Depuis plusieurs années, le pays fait face à une récurrence accrue des épisodes de sécheresse, mettant à rude épreuve la résilience du secteur agricole, qui demeure l'un des piliers fondamentaux de l'économie nationale. Cette vulnérabilité aux aléas climatiques s'accompagne d'une pression croissante pour moderniser les pratiques agricoles en vue d'assurer une production plus efficiente et moins gourmande en ressources naturelles.

L'Economie Informelle au Maroc : Un défi majeur pour une croissance inclusive

L'économie informelle occupe une place centrale dans le tissu économique marocain. Elle représente environ 30% du PIB et emploie près de 40% de la population active. Bien qu'elle constitue une source de revenus essentielle pour de nombreux ménages, elle engendre des pertes fiscales considérables pour l'Etat estimées à environ 34 milliards de dirhams par an et maintient les travailleurs dans une situation de précarité, sans accès à la protection sociale ni aux services financiers. Face à ces enjeux, le Maroc a entrepris des réformes ambitieuses pour faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Mais des défis persistent. La réussite de cette transition nécessite une approche progressive, adaptée aux spécificités sectorielles, et soutenue par une collaboration étroite entre les différents acteurs économiques.

Réformes Structurelles et Compétitivité économique du Maroc : Effet sur les investisseurs étrangers et la croissance Durable

L'attractivité des investissements constitue un enjeu central, dans un contexte où la compétition pour capter les flux de capitaux étrangers s'intensifie à l'échelle mondiale. Conscient de l'importance des investissements directs étrangers (IDE) pour soutenir la croissance économique, favoriser le transfert technologique et créer des emplois, le Maroc a entrepris depuis plusieurs années un processus de réformes structurelles visant à moderniser son environnement économique et juridique. Les réformes engagées couvrent plusieurs dimensions essentielles du climat des affaires. Toutefois, les lourdeurs administratives, la complexité réglementaire, la pression fiscale et la disponibilité des infrastructures restent des préoccupations majeures pour les investisseurs.

Economie Bleue : Levier de développement économique et du bien-être des populations

L'économie liée à la mer, appelée aussi économie bleue, est aujourd'hui vue comme un gisement de nouvelles activités créatrices d'emplois. Elle est fondée sur un usage durable des ressources marines. Ces dernières doivent être au service du développement économique et du bien-être des populations. La réalisation de cet objectif doit se conjuguer avec l'impératif du maintien de mers saines, propres et productives. Une dynamique dans ce sens est en cours tant au niveau international qu'au niveau national. Le Maroc s'inscrit dans ce mouvement. La stratégie adoptée consiste à tirer profit des opportunités qu'offre l'économie bleue non seulement pour le développement des secteurs existants mais aussi pour de nouveaux secteurs tout en assurant une vraie inclusion sociale, une formation adaptée et un accompagnement facilitant la transition écologique pour les populations et les entreprises.

Processus de Transition Démographique : Des enjeux majeurs pour la soutenabilité des systèmes de retraite

Le processus de transition démographique amorcé depuis plus de deux décennies au Maroc semble atteindre une phase avancée. Les résultats du dernier recensement font état d'un net repli du taux d'accroissement de la population sous l'effet de la baisse significative de l'indice de fécondité. Conjuguée à l'augmentation sensible de la durée de vie, cette évolution a contribué fortement à la restructuration de la pyramide des âges et au vieillissement de la population. Les transformations profondes des structures démographiques résultant de ce processus posent des défis majeurs pour la soutenabilité à terme des systèmes de retraite. Revêtant essentiellement un caractère paramétrique, les réformes initiées pour faire face au risque d'insolvabilité des régimes de retraite se sont révélées insuffisantes pour garantir la viabilité financière du système face à l'ampleur des déséquilibres. Seule, une véritable réforme de l'ensemble du système visant l'unification de toutes ses composantes, l'introduction partielle du modèle de capitalisation et l'intégration de toutes les activités économiques, y compris celles de l'informel, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour un développement plus harmonieux du secteur.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75

Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma

Facebook : www.facebook.com/centremarocainconjoncturecmc